

Communiqué de l'UPR après la mort d'un 88ème soldat français tué en afghanistan et un infirmier grièvement blessé



OÙ EN EST LE RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES PROMIS PAR FRANÇOIS HOLLANDE LORS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ?



L'adjudant-chef **Franck Brouzet** du 13e bataillon de chasseurs alpins de Chambéry a été tué ce matin lors d'un « engagement avec des insurgés » dans la province de Kapisa (est de l'Afghanistan).

Ce décès porte à 88 le nombre de soldats français tués dans ce pays depuis le début de l'intervention lancée fin 2001, après les attentats du 11 septembre aux États-Unis. C'est également le 10ème soldat qui meurt depuis le début de 2012.

Un autre soldat, l'infirmier **Olivier de Vergnette de Lamotte**, a pour sa part été « gravement » blessé dans cette opération, mais son pronostic vital ne serait pas engagé.

Adressant ses condoléances à la famille de la victime, François Hollande a salué dans un communiqué

« le courage et le dévouement des troupes françaises en Afghanistan, qui œuvrent tous les jours pour la paix et la stabilité dans ce pays ». [sic]

« le retrait de nos forces combattantes sera achevé, comme prévu, à la fin de cette année ».

<http://www.elysee.fr/communiqués-de-presse/article/deces-d-un-soldat-français-en-afghanistan/>

===== COMMUNIQUÉ DE L'UPR =====

Comme dans tous les cas précédents où sont morts des soldats français, l'UPR condamne avec indignation ce nouveau drame et compatit aux souffrances psychologiques des membres survivants de la famille du défunt et de l'infirmier blessé.

UNE GUERRE SCANDALEUSE, OÙ LA PRÉSENCE FRANÇAISE EST INJUSTIFIABLE

L'UPR rappelle une nouvelle fois à cette occasion que les plus hautes autorités françaises ont envoyé nos soldats dans le cadre de l'OTAN, sans l'assentiment du peuple français, mener une guerre scandaleuse à tous les égards :

- elle nuit aux intérêts bien compris de la France,
- elle n'est justifiée par aucune agression préalable contre la France : que nous ont donc fait les Afghans ? Rien !
- elle menace la Paix ailleurs dans le monde,
- elle bafoue les principes d'humanité et de justice entre les nations,
- elle provoque fatalement des crimes de guerre épouvantables.

Toutes les victimes de ce bain de sang résultent d'une guerre qui a été déclenchée à la demande du gouvernement américain suite aux attentats du 11 septembre 2001, voici plus de 10 ans, et cela sans qu'une relation de cause à effet claire entre ces attentats et la situation intérieure afghane ait été indubitablement démontrée.

OÙ EN EST LE RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES PROMIS PAR M. HOLLANDE LORS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ?

L'UPR rappelle :

- a)- que, selon les sources du ministère de la défense, il y aurait actuellement environ 3.400 soldats français en Afghanistan et que cette présence coûte à peu près 480 millions d'euros par an aux contribuables français,
- b)- que François Hollande s'est fait élire sur la promesse de retirer toutes les troupes françaises d'Afghanistan,
- c)- que cela fait désormais 3 mois pratiquement jour pour jour demain (6 juin 2012 - 7 août 2012) que François Hollande a été élu et que, malgré les déclarations écrites et orales, aucun signe tangible de retrait total de nos troupes n'a pourtant encore été produit,
- d)- que, bien au contraire, il n'est plus question, semble-t-il, que du retrait de 2000 des 3400 soldats français et du remplacement des partants par des instructeurs ou "formateurs".

Tel est d'ailleurs le sens voilé de la formule « le retrait de nos forces combattantes » utilisée aujourd'hui par le communiqué officiel de l'Élysée. Car, en bon français, « le retrait de nos forces combattantes » ne signifie pas « le retrait de tous les militaires, instructeurs et personnels d'accompagnement ».

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
L'UPR fait notamment remarquer que l'infirmier Olivier de Vergnette de Lamotte, grièvement blessé ce matin, ne semble pas faire partie des « forces combattantes ». De semblables drames continueront donc de se produire, pour rien, dans le cas où la France obéirait aux ordres de Washington en maintenant des « formateurs » ou des « personnels d'accompagnement », dans le cadre d'un « retrait » qui ne serait que partiel.

CE QUE NOUS DEMANDONS

L'UPR rappelle qu'elle exige :

- 1)- le retrait immédiat de tous nos personnels présents en Afghanistan dans le cadres de l'OTAN/ISAF (soldats, instructeurs, « formateurs », personnels d'accompagnement, etc.).
- 2)- le retrait de la France de l'OTAN (et pas seulement de son « Commandement militaire intégré »), ce qui suppose de **dénoncer l'article 42 du traité sur l'Union européenne**.
- 3)- le retrait de la France de l'Union européenne, qui n'est que le volet civil d'une construction hégémonique euro-atlantiste, dirigée depuis Washington et Bruxelles, dont le volet militaire s'appelle l'OTAN.
- 4)- la dénonciation solennelle de la théorie états-unienne du « **Choc des civilisations** ».

Cette doctrine, qui constitue le soubassement idéologique de la construction dite « européenne » et des interventions militaires occidentales en Afghanistan ou en Libye, est extrêmement nocive pour la paix du monde.

Elle doit être dénoncée comme contraire au droit international, contraire à la vocation émancipatrice des idéaux de la Révolution française et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et contraire aux principes universels posés par la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

CONCLUSION : PAS DE JEU SUR LES MOTS !

L'UPR demande solennellement au président de la République qu'il mette en œuvre immédiatement le retrait total, définitif et inconditionnel de tous nos soldats, formateurs, instructeurs, et personnels en Afghanistan, sans avoir la perfidie et l'indécence de jouer sur les mots pour maintenir notre présence militaire sous une autre appellation pour tromper les Français.

L'UPR attire l'attention de tous les citoyens français sur le fait que le refus de François Hollande de respecter sa promesse de retrait total d'Afghanistan continuerait à rendre la France coupable de complicité de crimes de guerre et à déshonorer l'image de la patrie des Droits de l'Homme auprès de l'écrasante . majorité des peuples du monde.

Le bureau national de l'UPR